

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

IP/C/19
22 octobre 1999

(99-4590)

RAPPORT ANNUEL (1999) DU CONSEIL DES ADPIC

I. GÉNÉRALITÉS

1. Depuis la période couverte par son dernier rapport¹, le Conseil des ADPIC a tenu quatre réunions formelles, les 17 février, 21 et 22 mai, 7 et 8 juillet et les 20 et 21 octobre 1999. Les comptes rendus de ces réunions sont reproduits dans les documents IP/C/M/22-25.²

2. Ces réunions ont été présidées par M. l'Ambassadeur Carlos Perez del Castillo (Uruguay).

3. Les réunions du Conseil étaient ouvertes à tous les Membres de l'OMC, aux gouvernements ayant le statut d'observateur auprès des organes de l'OMC et aux organisations internationales intergouvernementales ayant le statut d'observateur auprès du Conseil. Les décisions concernant les demandes de statut d'observateur présentées par 15 organisations n'ont pas encore été prises.³

II. NOTIFICATIONS ET PROCÉDURES DE NOTIFICATION

i) Article 63:2⁴

4. Aux termes des procédures de notification adoptées par le Conseil à sa réunion de novembre 1995, à compter du moment où un Membre est tenu de commencer à appliquer une disposition de l'Accord sur les ADPIC, les lois et réglementations correspondantes doivent être notifiées sans tarder (IP/C/2). À ce jour, 36 Membres ont notifié au titre de l'article 63:2 la totalité ou la majeure partie de leur législation d'application concernant toutes les dispositions de l'Accord. Dix autres Membres ont présenté des notifications se rapportant spécifiquement à la mise en œuvre des articles 3, 4 et 5 de l'Accord.⁵ Vingt-trois Membres ont présenté des notifications concernant la mise en œuvre de l'article 70:8 et, dans certains cas, de l'article 70:9 de l'Accord sur les ADPIC; certains d'entre eux ont indiqué que, sur leur territoire, les produits pharmaceutiques et/ou les produits chimiques pour l'agriculture pouvaient déjà bénéficier de la protection conférée par un brevet de produit.

¹ Document IP/C/15.

² Document IP/C/M/25 à paraître.

³ Les organisations en question sont énumérées dans le document IP/C/W/52/Rev.7.

⁴ Les notifications mentionnées aux paragraphes 4 et 5 ont été distribuées dans la série de documents IP/N/1/[PAYS]/-. Celles qui sont mentionnées au paragraphe 6 ont été distribuées dans la série IP/N/6/[PAYS]/-.

⁵ Le document IP/C/9 constitue un outil pratique destiné à aider les délégations à établir les notifications requises.

5. Les procédures de notification disposent également qu'un Membre qui a modifié une loi ou une réglementation pour la mettre en conformité avec les dispositions de l'Accord sur les ADPIC avant d'être tenu, en vertu dudit accord, de commencer à appliquer ces dispositions fera tout ce qui est en son pouvoir pour notifier cette loi ou réglementation aussitôt que possible après son entrée en vigueur. Trois Membres ont présenté une telle notification. D'autres notifications ont été soumises par cinq Membres, qui ont précisé qu'elles étaient sans préjudice de la période de transition applicable au titre des dispositions de l'article 65.

6. À sa réunion de novembre 1995, le Conseil est également convenu que les Membres présenteraient des réponses à la liste de questions concernant les moyens de faire respecter les droits (IP/C/5). À ce jour, 38 Membres ont notifié leurs réponses, deux d'entre eux ayant précisé que leurs notifications étaient sans préjudice des droits qu'ils tenaient de l'article 65.

ii) Articles 1:3 et 3:1⁶

7. Les articles 1:3 et 3:1 de l'Accord sur les ADPIC, qui traitent de la définition des personnes admises à bénéficier du traitement prévu dans l'Accord et du traitement national, autorisent certaines exceptions aux règles normales en la matière, sous réserve de la présentation d'une notification au Conseil des ADPIC. Vingt-cinq Membres ont présenté des notifications au titre de ces dispositions.

iii) Article 4 d)⁷

8. L'article 4 d) de l'Accord sur les ADPIC prévoit qu'un Membre qui cherche à justifier une exception au traitement NPF en invoquant un accord international se rapportant à la protection de la propriété intellectuelle dont l'entrée en vigueur a précédé celle de l'Accord sur l'OMC doit notifier cet accord au Conseil des ADPIC.⁸ À ce jour, 49 notifications ont été présentées par 34 Membres au titre de cette disposition.

iv) Article 69⁹

9. L'article 69 de l'Accord sur les ADPIC dispose que les Membres doivent établir et notifier des points de contact afin de coopérer en vue d'éliminer le commerce international des marchandises portant atteinte à des droits de propriété intellectuelle. Le Conseil a arrêté les procédures applicables à ces notifications en septembre 1995. À ce jour, 94 Membres ont notifié leurs points de contact.

v) Notifications au titre d'autres dispositions de l'Accord

10. Un certain nombre de dispositions en matière de notification de la Convention de Berne et de la Convention de Rome sont incorporées par référence dans l'Accord sur les ADPIC sans y être expressément mentionnées.¹⁰ À ce jour, trois Membres ont présenté des notifications au titre des dispositions de l'article 14bis 2) c) applicables en vertu de l'Accord sur les ADPIC et deux Membres

⁶ Ces notifications ont été distribuées dans la série de documents IP/N/2/[PAYS]/-.

⁷ Ces notifications ont été distribuées dans la série de documents IP/N/4/[PAYS]/-.

⁸ L'annexe du document IP/C/M/12 donne des indications informelles destinées à aider les divers Membres à présenter ou à réviser leurs notifications au titre de l'article 4 d).

⁹ La liste la plus récente des points de contact figure dans le document IP/N/3/Rev.3.

¹⁰ Ces notifications ont été distribuées dans la série de documents IP/N/5/[PAYS]/-.

ont présenté des notifications au titre des dispositions de l'Annexe de la Convention de Berne ainsi applicables.¹¹

vi) Autres

11. Le Conseil a également reçu plusieurs communications dans lesquelles les Membres donnaient des renseignements sur leur situation au regard des dispositions transitoires prévues à l'article 65 de l'Accord. Certaines de ces communications ont été présentées conjointement avec des notifications au titre de l'article 63:2 (voir l'alinéa i) ci-dessus) et six autres ont été présentées séparément.¹²

III. EXAMEN DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS NATIONALES

12. Le Conseil a achevé ses travaux concernant des questions qui étaient restées en suspens à la suite de l'examen de la législation de 33 Membres entre 1996 et la première partie de 1998, et de l'examen de la législation de trois Membres entrepris à l'automne 1998.¹³ La législation de deux autres Membres a été examinée à la réunion tenue par le Conseil en octobre 1999.

13. À sa réunion de septembre 1998, le Conseil est convenu que le Président consulterait d'autres Membres qui avaient recouru à une période de transition prenant fin le 1^{er} janvier 2000 afin de déterminer s'ils seraient en mesure de faire en sorte que leur législation soit examinée au cours du premier semestre de 2000, de façon à lancer le processus d'examen postérieur à 2000. Il a par ailleurs été convenu qu'il y aurait des consultations sur les arrangements pratiques à mettre en place pour l'examen des législations d'application nationales des pays en développement en 2000 et en 2001. Aux réunions tenues par le Conseil en juillet et en octobre 1999, le Président a fait savoir au Conseil quels étaient les Membres qui étaient convenus de soumettre leur législation à un examen en 2000, soit actuellement 13 volontaires pour que cet examen ait lieu au premier semestre et 14 autres au second semestre, et il l'a informé que ces examens porteraient simultanément sur tous les domaines de la propriété intellectuelle. Les procédures à suivre seraient celles qui étaient appliquées jusqu'ici pour l'examen des législations nationales par le Conseil.

IV. MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 70:8 ET 70:9

14. Le Conseil a poursuivi l'examen de la mise en œuvre de l'article 70:8 et des dispositions connexes de l'article 70:9.¹⁴ À sa réunion de juillet 1999, le Conseil a été informé que les réponses

¹¹ Pour le calcul de la période de dix ans renouvelable pendant laquelle les notifications au titre des dispositions de l'Annexe restent valables, voir le document IP/C/14.

¹² Dans la mesure où elles ont été présentées conjointement avec une notification au titre de l'article 63:2, ces communications ont été distribuées dans la série de documents IP/N/1/[PAYS]/-. Celles qui ont été présentées séparément sont reproduites dans un document IP/C/- ou IP/C/W/-.

¹³ Les déclarations liminaires des délégations, les questions qui leur ont été posées et les réponses qu'elles ont apportées, y compris les questions complémentaires et les réponses y relatives, ont été distribuées dans les séries de documents IP/Q/[PAYS]/- (droit d'auteur et droits connexes), IP/Q2/[PAYS]/- (marques de fabrique ou de commerce, indications géographiques et dessins et modèles industriels), IP/Q3/[PAYS]/- (brevets, schémas de configuration de circuits intégrés, renseignements non divulgués et contrôle des pratiques anticoncurrentielles dans les licences contractuelles), et IP/Q4/[PAYS]/- (moyens de faire respecter les droits), respectivement. Les réponses relatives à la liste de questions concernant les moyens de faire respecter les droits ont été distribuées dans la série de documents IP/N/6/-. Ces documents reprennent les réponses à environ 5 000 questions et représentent quelque 3 000 pages.

¹⁴ Les notifications relatives à l'article 70:8 et 70:9 sont évoquées au paragraphe 4.

aux questions¹⁵ qui avaient été posées à certains Membres au sujet de la mise en œuvre de l'article 70:8 et 70:9 avaient été communiquées par les Membres en question.

V. MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 66:2

15. Cet article dispose que les pays développés Membres doivent offrir des incitations aux entreprises et institutions sur leur territoire afin de promouvoir et d'encourager le transfert de technologie vers les pays les moins avancés Membres pour leur permettre de se doter d'une base technologique solide et viable. À sa réunion de décembre 1998, le Conseil est convenu qu'une question posée par la délégation d'Haïti, qui souhaitait savoir comment l'article 66:2 était mis en œuvre, serait distribuée en tant que document informel du Conseil des ADPIC à tous les Membres et que les pays développés Membres seraient invités à fournir des renseignements en réponse à cette question. À ce jour, des renseignements ont été communiqués par 16 Membres. La question a été abordée à chaque réunion tenue par le Conseil pendant la période visée par le présent rapport. Au cours des discussions qui ont eu lieu, certains Membres ont fourni des renseignements supplémentaires et des observations ont été faites au sujet de l'adéquation des communications reçues.

VI. AUTRES QUESTIONS RELATIVES À LA MISE EN ŒUVRE SOULEVÉES AU CONSEIL

16. À chaque réunion tenue par le Conseil au cours de la période visée par le présent rapport, la question de savoir si la Loi des États-Unis sur la protection des marques de fabrique ou de commerce et des noms commerciaux était conforme à l'Accord a été abordée, compte tenu de l'article 211 de la Loi générale portant ouverture de crédits globaux et de crédits d'urgence supplémentaires de 1998.

17. Aux réunions tenues par le Conseil en avril et en octobre 1999, la question de savoir si la législation slovène était conforme à l'article 22 de l'Accord a été soulevée, compte tenu du décret slovène sur les chevaux Lipizzan, notifié par la Slovénie au titre de l'article 63:2 de l'Accord.

VII. FAITS NOUVEAUX INTÉRESSANTS SURVENUS À L'OMC

18. Pendant la période considérée, le Conseil a été informé que cinq procédures ayant trait à l'Accord sur les ADPIC ont été engagées dans le cadre du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends (documents IP/D/16 à 20). Dans le cas de trois différends, des groupes spéciaux ont été établis et des procédures de groupes spéciaux sont en cours. Ces différends ont trait aux dispositions concernant la protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques (document IP/D/11), à l'article 110 5) de la Loi des États-Unis sur le droit d'auteur (document IP/D/16) et à la durée de la protection conférée par un brevet (document IP/D/17). Des consultations sont toujours en cours au sujet de différends concernant certaines mesures affectant la protection des droits des auteurs et des droits voisins (documents IP/D/8 et 12), les mesures affectant les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle (IP/D/9), les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle pour les films et les programmes de télévision (IP/D/13 et 14), la protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture (IP/D/15), la protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques (IP/D/18), la protection des marques de fabrique ou de commerce et des indications géographiques pour les produits agricoles et les produits alimentaires et l'article 211 de la Loi générale des États-Unis de 1998 portant ouverture de crédits (IP/D/20).

¹⁵ Document IP/C/W/113.

VIII. COOPÉRATION TECHNIQUE

19. Le Conseil a poursuivi ses travaux dans ce domaine en se fondant sur les procédures adoptées à sa réunion de février 1996. Pendant la période considérée, plusieurs délégations l'ont informé des activités de coopération technique spécifiques dont elles avaient bénéficié, qu'elles avaient offertes ou qui s'étaient déroulées sur le territoire de leur pays. Le Conseil est convenu que, cette année, les pays développés Membres mettraient à jour les renseignements relatifs aux activités de coopération technique et financière qu'ils offraient conformément à l'article 67 de l'Accord, à temps pour la réunion d'octobre 1999 qui était particulièrement axée sur la coopération technique. À des fins de transparence, les organisations intergouvernementales ayant le statut d'observateur auprès du Conseil des ADPIC ont également fourni, à l'invitation du Conseil, des renseignements sur leurs activités. En outre, le Secrétariat de l'OMC a donné des précisions sur ses activités de coopération technique dans le domaine des ADPIC. Toutes ces informations sont reproduites dans les documents IP/C/W/154 à 156 et leurs addenda.¹⁶

20. Le Secrétariat coopère avec plusieurs organisations intergouvernementales, en particulier l'OMPI conformément à l'Accord entre l'OMPI et l'OMC, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1996, et à l'initiative conjointe en matière de coopération technique prise par les Directeurs généraux des deux organisations en juillet 1998. Les deux Secrétariats ont fourni des informations à chaque réunion depuis lors sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de cette initiative.

IX. EXAMEN DE L'APPLICATION DES DISPOSITIONS DE LA SECTION RELATIVE AUX INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES PRÉVU À L'ARTICLE 24:2

21. Le Conseil a continué l'examen de cette question en 1999. À sa réunion de juillet 1999, il a demandé au Secrétariat d'établir une note récapitulant, sur la base d'un plan convenu¹⁷, les réponses à la Liste de questions adoptée en 1998¹⁸, afin de faciliter la compréhension des renseignements plus détaillés fournis dans ces réponses. À ce jour, des réponses ont été reçues des Communautés européennes et de 12 de leurs États membres ainsi que de 19 autres Membres.¹⁹

X. MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 23:4

22. Le Conseil a poursuivi les travaux préliminaires qu'il avait engagés en 1997 sur les questions en rapport avec les négociations, prévues à l'article 23:4 de l'Accord, concernant l'établissement d'un système multilatéral de notification et d'enregistrement des indications géographiques pour les vins, ainsi que sur des questions en rapport avec l'établissement d'un système de notification et d'enregistrement pour les spiritueux, conformément au paragraphe 34 du rapport (1996) du Conseil.²⁰ Dans le cadre de la collecte de renseignements décidée par le Conseil en 1997, 12 communications ont été présentées par des Membres concernant les systèmes d'enregistrement des indications géographiques qu'ils avaient mis en œuvre²¹ et le Secrétariat a élaboré une note d'information sur les

¹⁶ Les points de contact des administrations des pays développés Membres auxquels les pays en développement souhaitant une coopération technique dans le domaine des ADPIC peuvent s'adresser figurent dans le document IP/N/7/Rev.2 et ses addenda.

¹⁷ Note informelle n° 2104 du 13 avril 1999.

¹⁸ Document IP/C/13 et addendum.

¹⁹ Document IP/C/W/117 et addenda.

²⁰ Document IP/C/8.

²¹ Document IP/C/W/76 et addenda.

systèmes de notification et d'enregistrement des indications géographiques en vigueur pour les vins et les spiritueux.²² Depuis lors, de nouvelles discussions ont porté sur la question de savoir quelle serait la prochaine étape de ces travaux. Des propositions relatives à cette question, communiquées par écrit par la délégation des Communautés européennes²³ en juillet 1998 et par les délégations du Japon et des États-Unis conjointement²⁴ en février 1999 ont fait l'objet d'un examen approfondi du Conseil. En juillet 1999, le Conseil avait reçu une note d'information qu'il avait demandé au Secrétariat d'élaborer au sujet des systèmes internationaux de notification et d'enregistrement des indications géographiques pour les produits autres que les vins et les spiritueux.²⁵ Il avait alors reçu également une proposition conjointe du Canada, du Chili, des États-Unis et du Japon.²⁶

XI. FACILITATION DES ÉCHANGES

23. À la suite d'une lettre qu'il a reçue en septembre 1998 du Président du Conseil du commerce des marchandises, le Conseil est convenu ce même mois d'examiner cette question, qui figurait à son ordre du jour du fait d'une décision prise à la Conférence ministérielle de Singapour en décembre 1996. Cette lettre invitait le Conseil des ADPIC à étudier les aspects de la facilitation des échanges qui, selon lui, étaient liés à l'Accord sur les ADPIC. Le Conseil a abordé cette question en décembre 1998 et disposait, lors de sa réunion de février 1999, d'une note informelle présentée par les Communautés européennes ainsi que d'une note d'information du Secrétariat sur la relation entre l'Accord sur les ADPIC et la facilitation des échanges.²⁷ Le Conseil était alors convenu que le Président devrait présenter au Conseil du commerce des marchandises la synthèse du débat qu'il avait eu sur cette question, telle que consignée dans le compte rendu de la réunion du Conseil, avec des exemplaires des textes présentés au Conseil sur la question.

XII. COMMERCE ÉLECTRONIQUE

24. En septembre 1998, le Conseil général a adopté un programme de travail sur le commerce électronique²⁸, conformément à la Déclaration sur le commerce électronique mondial adoptée par les Ministres à la Conférence ministérielle de mai 1998. Dans le cadre de ce programme de travail, le Conseil des ADPIC devait examiner les questions liées à la propriété intellectuelle qui se posent dans le contexte du commerce électronique et faire rapport à ce sujet pour le 30 juillet 1999; les questions à examiner comprenaient la protection du droit d'auteur et des droits connexes et les moyens de faire respecter ces droits, la protection des marques de fabrique ou de commerce et les moyens de faire respecter les droits y afférents, et les nouvelles technologies et l'accès à la technologie. Le Conseil des ADPIC a abordé la question à sa réunion de décembre 1998 et en a poursuivi l'examen en février, en avril et en juillet 1999 sur la base d'une note d'information factuelle, qu'il avait demandé au Secrétariat d'établir, traitant des dispositions de l'Accord sur les ADPIC en rapport avec le

²² Document IP/C/W/85.

²³ Document IP/C/W/107.

²⁴ Document IP/C/W/133.

²⁵ Document IP/C/W/85/Add.1.

²⁶ Document IP/C/W/133/Rev.1.

²⁷ Document IP/C/W/123.

²⁸ Document WT/L/274.

paragraphe 4.1 du programme de travail sur le commerce électronique.²⁹ Il a également reçu des communications sur cette question en avril (des Communautés européennes³⁰) et en juillet (de l'Australie, de l'Inde, du Japon et des États-Unis³¹). Il a entendu, à ses réunions de décembre 1998 et de juillet 1999, des exposés de l'observateur de l'OMPI sur les travaux de cette organisation dans ce domaine. Le Conseil a présenté au Conseil général, le 30 juillet 1999, un rapport de situation dont il est convenu.³²

XIII. EXAMEN DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 27:3 B)

25. En décembre 1998, le Conseil a entrepris d'examiner les dispositions de l'article 27:3 b) de l'Accord. Les Membres qui avaient déjà l'obligation d'appliquer cet article ont été invités à donner des renseignements sur la manière dont les questions visées dans cette disposition étaient actuellement traitées dans leur législation nationale. Les autres Membres ont été invités à fournir ces renseignements au mieux de leurs possibilités. Alors qu'il appartenait à chaque Membre de fournir les renseignements qu'il jugeait utiles, compte tenu des dispositions spécifiques de l'article 27:3 b), le Secrétariat a été invité à présenter une liste exemplative de questions pertinentes afin d'aider les Membres à préparer leurs contributions.³³ Le Secrétariat a été également invité à prendre contact avec la FAO, le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique et l'UPOV afin de leur demander des renseignements factuels sur leurs activités dans ce domaine. Au moment de la réunion du Conseil d'octobre 1999, des renseignements avaient été communiqués par 33 Membres et par les trois organisations intergouvernementales susmentionnées. Le Conseil disposait en juillet d'une note informelle contenant une synthèse structurée des renseignements présentés par ces Membres, que le Secrétariat avait établie à sa demande.³⁴ Certains Membres ont fait des observations sur le fond de cette synthèse. Des avis ont été exprimés sur les dispositions actuelles de l'article 27:3 b), y compris leur rapport avec la protection et l'utilisation de la biodiversité, et sur des modifications de ces dispositions qui pourraient être envisagées. En octobre, le Conseil a reçu des communications de deux Membres, a procédé à un nouvel échange de vues et est convenu de revenir sur la question à sa réunion suivante, compte tenu du résultat de la Conférence ministérielle de Seattle.

XIV. ARTICLE 64:3

26. Conformément à l'article 64:3, le Conseil est tenu d'examiner, avant la fin de 1999, la portée et les modalités pour les plaintes du type de celles qui sont prévues aux alinéas 1 b) et 1 c) de l'article XXIII du GATT de 1994 (les différends dits "en situation de non-violation") formulées au titre de l'Accord sur les ADPIC. Le Secrétariat a élaboré, à la demande du Conseil, une note d'information factuelle sur l'expérience en matière de différends relatifs à l'Accord sur les ADPIC, y compris les plaintes en situation de non-violation, l'historique de la négociation des paragraphes 2 et 3 de l'article 64 de l'Accord, les cas de plaintes en situation de non-violation dans le cadre du GATT/de l'OMC, et tous les renseignements disponibles sur le recours à la notion de non-violation en

²⁹ Document IP/C/W/128.

³⁰ Document IP/C/W/140.

³¹ Documents IP/C/W/144, 145, 147 et 149.

³² Document IP/C/18.

³³ Document IP/C/W/122.

³⁴ Note informelle n° 2689 du 7 mai 1999.

matière de différends concernant la propriété intellectuelle dans d'autres instances.³⁵ Sur la base de cette note et d'un document de travail présenté par le Canada en février 1999³⁶, ainsi que d'une proposition présentée conjointement par écrit par les délégations de Cuba, de l'Égypte, de l'Indonésie, de la Malaisie, du Pakistan et de la République dominicaine³⁷ en avril 1999, ainsi que d'une note informelle des États-Unis (juillet 1999), le Conseil a examiné cette question à chacune de ses réunions au cours de la période visée par le présent rapport. La plupart des Membres se sont déclarés favorables à l'idée de recommander à la Conférence ministérielle de proroger le délai visé à l'article 64:2 de l'Accord, afin de permettre au Conseil de continuer à examiner la portée et les modalités pour les plaintes en situation de non-violation relevant de l'Accord sur les ADPIC. Un Membre a fait clairement savoir qu'il n'était pas en mesure de se joindre à un consensus à cet effet. Quelques Membres ont été d'avis que, en l'absence d'une décision prise par la Conférence ministérielle conformément à l'article 64:3, il n'y aurait aucune portée pour des plaintes en situation de non-violation dans le cadre de l'Accord sur les ADPIC. Quelques autres Membres n'étaient pas en mesure de partager cet avis.

XV. EXAMEN DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD AU TITRE DE L'ARTICLE 71:1

27. À la réunion d'octobre 1999 du Conseil, le Président a informé le Conseil que, à la suite des consultations informelles qu'il avait tenues sur ce sujet, le Conseil examinerait, à la lumière du résultat de la Conférence ministérielle de Seattle, cette question à sa première réunion en 2000 et que, avant ladite réunion, le Président tiendrait d'autres consultations informelles à ce propos.

³⁵ Document IP/C/W/124.

³⁶ Document IP/C/W/127.

³⁷ Document IP/C/W/141.